



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

PREMIÈRE SECTION

DÉCISION

Requête n° 46326/07
Giuseppina FORMISANO contre l'Italie
et 34 autres requêtes
(voir liste en annexe)

La Cour européenne des droits de l'homme (première section), siégeant le 30 juin 2016 en un comité composé de :

Paul Mahoney, *président*,

Robert Spano,

Pauliine Koskelo, *juges*,

et de Hasan Bakırcı, *greffier adjoint de section*,

Vu les requêtes susmentionnées introduites aux dates indiquées dans le tableau joint en annexe,

Vu les déclarations du gouvernement défendeur invitant la Cour à rayer les requêtes du rôle,

Après en avoir délibéré, rend la décision suivante :

FAITS ET PROCÉDURE

La liste des parties requérantes figure en annexe. Elles ont été représentées devant la Cour par M^e C. Di Rosa, avocat à Naples.

Le gouvernement italien (« le Gouvernement ») a été représenté par son agent, M^{me} E. Spatafora, et son coagent, M^{me} P. Accardo.

Les requérants se plaignaient de la durée des procédures « Pinto » et du retard dans l'exécution ou bien de la non-exécution de décisions « Pinto ».

Les requêtes avaient été communiquées au Gouvernement.

EN DROIT

Après l'échec des tentatives de règlement amiable, le 5 avril 2016 le Gouvernement a informé la Cour qu'il envisageait de formuler une déclaration unilatérale afin de résoudre la question soulevée par les requêtes. Il a en outre invité la Cour à rayer celles-ci du rôle en application de l'article 37 de la Convention.

La déclaration était ainsi libellée :

« Le Gouvernement italien, compte tenu de la jurisprudence de la Cour bien établie en la matière (*Gagliano Giorgi c. Italie*, n° 23563/07, 6 mars 2012 ; *Gaglione et autres c. Italie*, nos 45867/07 et autres, 21 décembre 2010), reconnaît que la durée déraisonnable de la procédure « Pinto » et/ou le retard dans le paiement de l'indemnisation « Pinto » ont entraîné la violation des articles 6 § 1 de la Convention et 1 du Protocole n° 1 dans les requêtes en annexe.

Le Gouvernement italien, de plus, offre de verser (...) :

- la somme accordée par la décision « Pinto » en question, réévaluée et majorée des intérêts légaux à la date du paiement, dans le cas et dans la mesure où cette somme n'a pas encore été payée ;

- 200 EUR (deux cents euros) – couvrant tout préjudice moral découlant de la durée déraisonnable de la procédure « Pinto » et/ou du retard dans le paiement de la somme Pinto, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt – pour chaque requérant ;

- 30 EUR (trente euros) – couvrant l'ensemble des frais et dépens, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt – pour chaque requête.

Ces sommes seront payées dans les trois mois suivant la date de la notification de la décision de la Cour rendue conformément à l'article 37 § 1 de la Convention européenne des droits de l'homme. A défaut de règlement dans ledit délai, le Gouvernement s'engage à verser, à compter de l'expiration de celui-ci et jusqu'au règlement effectif des sommes en question, un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne, augmenté de trois points de pourcentage. Ce versement vaudra règlement définitif de l'affaire.

Le Gouvernement estime que ces sommes constituent un redressement adéquat de la violation à l'aune de la jurisprudence de la Cour en la matière (*Gaglione et autres c. Italie*, précité).

Le Gouvernement invite respectueusement la Cour à dire qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen des requêtes et à les rayer du rôle conformément à l'article 37 de la Convention. »

Les parties requérantes n'ont formulé aucun commentaire à l'égard de ladite déclaration unilatérale.

La Cour rappelle qu'en vertu de l'article 37 de la Convention, à tout moment de la procédure, elle peut décider de rayer une requête du rôle lorsque les circonstances l'amènent à l'une des conclusions énoncées aux alinéas a), b) ou c) du paragraphe 1 de cet article. L'article 37 § 1 c) lui permet en particulier de rayer une affaire du rôle si :

« pour tout autre motif dont la Cour constate l'existence, il ne se justifie plus de poursuivre l'examen de la requête ».

La Cour rappelle aussi que, dans certaines circonstances, il peut être indiqué de rayer une requête du rôle en vertu de l'article 37 § 1 c) sur la base d'une déclaration unilatérale du gouvernement défendeur même si le requérant souhaite que l'examen de l'affaire se poursuive.

À cette fin, la Cour doit examiner de près la déclaration à la lumière des principes que consacre sa jurisprudence, en particulier l'arrêt *Tahsin Acar* (*Tahsin Acar c. Turquie* (question préliminaire) [GC], n° 26307/95, §§ 75-77, CEDH 2003-VI, *WAZA Sp. z o.o. c. Pologne* (déc.), n° 11602/02, 26 juin 2007, et *Sulwińska c. Pologne* (déc.), n° 28953/03, 18 septembre 2007).

La Cour a établi dans un certain nombre d'affaires, dont celles dirigées contre l'Italie, sa pratique en ce qui concerne les griefs tirés, sur le terrain des articles 6 § 1 de la Convention et 1 du Protocole n° 1, du retard dans l'exécution des décisions de justice (voir, par exemple, *Bourdov c. Russie*, n° 59498/00, §§ 37-42, CEDH 2002-III ; *Metaxas c. Grèce*, n° 8415/02, §§ 24-31, 27 mai 2004) et, en particulier, des décisions « Pinto » (*Simaldone c. Italie*, n° 22644/03, §§ 48-64, 31 mars 2009 ; *Gaglione et autres c. Italie*, n°s 45867/07 et autres, §§ 32-45, 21 décembre 2010 ; *Belperio et Ciarmoli*, n° 7932/04, §§ 39-49, 21 décembre 2010).

Eu égard à la nature des concessions que renferme la déclaration du Gouvernement, ainsi qu'au montant de l'indemnisation proposée – qui est conforme aux montants alloués dans des affaires similaires –, la Cour estime qu'il ne se justifie plus de poursuivre l'examen des requêtes (article 37 § 1 c)).

En outre, à la lumière des considérations qui précèdent, et eu égard en particulier à sa jurisprudence claire et abondante à ce sujet, la Cour estime que le respect des droits de l'homme garantis par la Convention et ses Protocoles n'exige pas qu'elle poursuive l'examen des requêtes (article 37 § 1 *in fine*).

Enfin, la Cour souligne que, dans le cas où le Gouvernement ne respecterait pas les termes de sa déclaration unilatérale, les requêtes pourraient être réinscrites au rôle en vertu de l'article 37 § 2 de la Convention (*Josipović c. Serbie* (déc.), n° 18369/07, 4 mars 2008).

En conséquence, il convient de rayer les affaires du rôle.

Par ces motifs, la Cour, à l'unanimité,

Décide de joindre les requêtes ;

Prend acte des termes de la déclaration du gouvernement défendeur et des modalités prévues pour assurer le respect des engagements ainsi pris ;

Décide de rayer les requêtes du rôle en application de l'article 37 § 1 c) de la Convention.

Fait en français puis communiqué par écrit le 21 juillet 2016.

Hasan Bakırcı
Greffier adjoint

Paul Mahoney
Président

ANNEXE

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
1.	46326/07	16/10/2007	Giuseppina FORMISANO 24/09/1950 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
2.	46370/07	08/10/2007	Mario MORELLI 16/01/1950 Ercolano	Clementina DI ROSA
3.	46394/07	16/10/2007	Maria Concetta PARLATO 01/02/1955 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
4.	46811/07	12/10/2007	Ciro PALOMBA 08/03/1954 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
5.	47863/07	22/10/2007	Vincenzo GIOCONDA 24/08/1951 Pompei	Clementina DI ROSA
6.	48982/07	08/10/2007	Aniello D'ANTONIO 12/10/1954 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
7.	48997/07	08/10/2007	Salvatore D'ALESIO 04/11/1957 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
8.	6358/08	30/01/2008	Gennaro SPINALBESE 23/05/1949 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
9.	50496/08	08/09/2008	Michele PALOMBA 21/01/1951 Torre del Greco	Clementina DI ROSA

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
10.	57495/08	30/10/2008	Gennaro DI DONNA 03/05/1951 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
11.	57831/08	10/11/2008	Vincenzo MARFELLA 08/06/1953 Formia	Clementina DI ROSA
12.	57894/08	24/11/2008	Luciano FIORITO 26/07/1954 Naples	Clementina DI ROSA
13.	58577/08	21/11/2008	Michele PETRONE 17/07/1951 Naples	Clementina DI ROSA
14.	3/09	02/12/2008	Enrico ANNO 29/03/1955 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
15.	19990/09	05/03/2009	Salvatore FELO 20/05/1952 San Giorgio a Cremano	Clementina DI ROSA
16.	24393/09	25/03/2009	Giuseppe ANNUNZIATA 01/01/1950 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
17.	34046/09	07/04/2009	Pietro CAVALLARO 07/02/1953 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
18.	34356/09	05/05/2009	Franco PANICCIA 03/01/1951 Torre Del Greco	Clementina DI ROSA
19.	34979/09	12/05/2009	Pasquale AURILIA 12/01/1952 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
20.	40241/09	30/07/2009	Lucia IACOMINO 18/03/1958 Torre del Greco	Clementina DI ROSA

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
21.	40588/09	15/06/2009	Antonietta PERNICE 06/01/1954 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
22.	41366/10	16/06/2010	Salvatore FELO 20/05/1952 San Giorgio a Cremano	Clementina DI ROSA
23.	44839/10	22/07/2010	Vincenzo MARFELLA 08/06/1953 Formia	Clementina DI ROSA
24.	45922/10	29/07/2010	Maria Immacolata COSCIONE 06/08/1947 Portici	Clementina DI ROSA
25.	62295/10	07/10/2010	Rachele INTOCCIA 07/08/1952 Poggiomarino	Clementina DI ROSA
26.	67941/10	21/10/2010	Rosario PELUSO 24/03/1950 Casalnuovo di Napoli	Clementina DI ROSA
27.	69205/10	21/10/2010	Tito PEPE 31/12/1950 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
28.	71795/10	21/10/2010	Nunzia SORRENTINO 05/05/1950 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
29.	14099/11	30/11/2010	Alberto RUSSO 01/02/1934 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
30.	14766/11	02/12/2010	Aldo IACOBELLI 11/09/1954 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
31.	24752/11	15/03/2011	Antonio	Clementina DI

N°	Requête N°	Introduite le	Requérant Date de naissance Lieu de résidence	Représenté par
			BELLOCCHIO 11/03/1952 Giugliano in Campania	ROSA
32.	40402/11	29/03/2011	Luigi PALUMBO 16/06/1952 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
33.	64247/11	01/07/2011	Domenico UBALDO 02/06/1951 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
34.	77111/11	21/10/2011	Aniello D'ANTONIO 12/10/1954 Torre del Greco	Clementina DI ROSA
35.	14280/12	14/12/2011	Vincenzo FALANGA 01/05/1949 Torre del Greco	Clementina DI ROSA